

## Questions orales

## L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

## LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU NÉGOCIATEUR CANADIEN

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale et a trait à une déclaration pour le moins insolite faite par Simon Reisman. En effet, selon lui, «le Canada ne peut plus s'attendre à continuer de subventionner l'industrie s'il veut échapper aux effets des lois américaines sur le commerce». Le ministre dira-t-il à la Chambre s'il souscrit à cette déclaration et s'il s'agit maintenant là de la pensée du gouvernement?

[Français]

**L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je pense que la révision de la politique de développement régional est déjà en cours. Déjà dans le discours du Trône le premier ministre a, encore une fois, reconnu l'importance d'apporter une aide au développement régional. Donc, il y a une nécessité pour le gouvernement à la fois de reconnaître ces inégalités et de vouloir travailler encore une fois de façon à les réduire de la manière la plus efficace et productive possible.

[Traduction]

## LES PROGRAMMES D'AIDE GOUVERNEMENTALE

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Je lui fais remarquer que Simon Reisman ne parle pas de révision, mais bien de subventions importantes à l'industrie au Canada. Je veux obtenir du ministre l'assurance qu'on ne fera absolument aucune concession en matière d'aide au transport dans les Maritimes, d'aide au transport du grain de l'Ouest, d'aide à la petite entreprise ainsi que d'aide à nos producteurs du secteur primaire. Le ministre nous donnera-t-il l'assurance qu'on ne fera aucune concession dans ces domaines?

[Français]

**L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, depuis septembre 1984, le gouvernement fédéral a quand même signé pour une valeur de plus de 1 milliard 600 millions de dollars d'ententes auxiliaires avec les provinces. Ces ententes visaient justement à apporter de la création d'emplois et de l'aide au développement régional. Et c'est exactement ce que nous continuerons de faire.

\* \* \*

[Traduction]

## LES PORTS

## VANCOUVER—ON DEMANDE DES FONDS POUR AMÉLIORER LES INSTALLATIONS

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le ministre sait que pour être compétitif, le port de Vancouver a besoin d'au moins trois

nouvelles grues à conteneurs ainsi que d'un équipement ferroviaire modernisé. Le gouvernement veut-il s'engager aujourd'hui à affecter les fonds nécessaires pour améliorer les installations du port de Vancouver, pour qu'il devienne un port compétitif de classe mondiale, et créer du même coup de nombreux emplois à long terme?

• (1440)

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, ce que nous espérons obtenir aujourd'hui du parti de la députée, c'est le consentement unanime à ce qu'on fasse franchir toutes les étapes à un projet de loi qui a pour but de remettre au travail le port de Vancouver.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Mitchell:** Monsieur le Président, le ministre sait, je pense, qu'il y a beaucoup de gens au pays qui sont d'accord sur le principe, sans être nécessairement d'accord sur certains raccourcis proposés.

## ON DEMANDE DE CRÉER UN COMITÉ DES USAGERS DU PORT

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, je voudrais poser au ministre une seconde question. Il sait que la situation du port de Vancouver est très complexe. Est-ce que le gouvernement va demander à l'administration du port de Vancouver de se conformer à la loi canadienne sur les ports qui a été adoptée il y a un certain nombre d'années, en créant un comité des usagers du port pour qu'il établisse un plan d'ensemble, de façon à ce que nous puissions régler tous les problèmes qui se posent à ce port?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, j'estime que le port de Vancouver est bien géré par un conseil très compétent. Je sais qu'il y a une bonne concertation dans la promotion des activités commerciales du port de Vancouver. Dans la mesure où il sera encore possible de l'améliorer, je suis persuadé que la suggestion de la députée sera prise en compte et je ne manquerais pas d'en faire part au conseil.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE L'AUTOMOBILE

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, j'ai ici une partie d'une étude interne menée par le gouvernement des États-Unis au sujet de l'Accord de l'automobile qui contient la conclusion suivante:

... les mesures de protection prévues dans l'entente ont donné au Canada plus de moyens de pression pour inciter les fabricants japonais et sud-coréens à investir et à acheter des pièces automobiles au Canada.

Le ministre des Finances peut-il nous dire pourquoi, vu que même les Américains reconnaissent les avantages de ces mesures de protection pour le Canada, le Cabinet songe à céder ces avantages dans le cadre des pourparlers sur le libre-échange?